

unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 19 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **THEAUD (Ets Maurice)**

Fahineuc  
Route de Gaël  
35290 Saint-Méen-le-Grand

Références : UD35/2023-717  
Code AIOT : 0005515488

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2023 dans l'établissement THEAUD (Ets Maurice) implanté Les Fontenelles Tri Centre Bretagne 35290 Gaël. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection avait pour objectif premier de constater les suites données à l'APMD du 09/05/2022. A cette occasion, l'inspection a pu vérifier les suites données aux observations de la visite d'inspection du 07/03/2022 et à l'application de certaines prescriptions de l'APC du 31/10/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THEAUD (Ets Maurice)
- Les Fontenelles Tri Centre Bretagne 35290 Gaël
- Code AIOT : 0005515488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le centre de tri-transit de déchets de Gaël dispose de deux bâtiments principaux, dont un abritant une machine de mise en balles, et une plate-forme aérienne comportant plusieurs aires de stockage. Elle accueille, tri et reconditionne des déchets d'ameublement, bois, "bois souillé", verre, papiers/cartons, plastiques, plantin et plâtre.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à la mise en demeure (art 1 et 2) du 09/05/2022 ; dépôt de dossier et prévention de tout rejet d'effluent pollué au milieu naturel ;
- Procédure découverte déchets non-conformes ;
- Identification des aires ;
- Confinement des eaux d'extinction ;
- Moyens de défense incendie ;
- Tenue d'un registre de déchets (Déchets non dangereux)
- Protection contre la foudre ;
- Stockages en vrac
- Optimisation des consommations d'eau

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Protection contre la foudre	Autre du 30/03/2022	Sans objet
10	Optimisation des consommations d'eau	AP Complémentaire du 31/10/2023, article 8	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1	Sans objet
2	collecte des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 2	Sans objet
3	Procédure découverte déchets non-conformes	Autre du 30/03/2022	Sans objet
4	Identification des aires	Autre du 30/03/2022	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction	Autre du 30/03/2022	Sans objet
6	Moyens de défense incendie	Autre du 30/03/2022	Sans objet
7	Tenue d'un registre de déchets (Déchets non dangereux)	Autre du 30/03/2022	Sans objet
9	Stockages en vrac	AP Complémentaire du 31/10/2023, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné des suites favorables à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/05/2022. Celui-ci peut donc être levé.

De plus, l'exploitant a donné des réponses satisfaisantes à la quasi-majorité des constats émis lors de la visite du 30/03/2022.

Pour autant, subsiste une non-conformité relative à la protection contre la foudre.

Et est apparue une non-conformité quant à l'optimisation des consommations d'eau.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dépôt de dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> La société THEAUD, dont le siège social est situé au lieu-dit « Fahineuc », route de Gaël à Saint-Meen-le-Grand (35290), est mise en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les installations de tri, transit et traitement de déchets non dangereux qu'elle exploite au lieu-dit « Fahineuc sur le territoire de la commune de Gaël, de respecter les dispositions susvisées de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 13 janvier 2004 en ce qui concerne l'information du préfet sur les modifications apportées aux installations, en déposant, par exemple, un dossier de porter à connaissance tenant compte des évolutions apprêtées et projetées pour le site.
<b>Constats :</b> Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/05/2022, l'exploitant a déposé une demande d'examen au cas par cas, le 08/08/2022, suivie d'un porter-à-connaissance, le 09/08/2023, afin : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'être autorisé à substituer aux ordures ménagères, précédemment accueillies, des déchets d'ameublement issus de la filière de récupération mise en place par l'éco-organisme ;</li><li>- de porter les capacités de broyage de déchets de bois de 100 t/j à 250 t/j. Cette demande de porter-à-connaissance a été complétée par message du 13 décembre 2022.</li></ul> Au titre de la demande d'examen au cas-par-cas, un arrêté préfectoral du 24/07/2023 a dispensé le demandeur de la production d'une étude d'impact.  Un arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2023 a modifié l'arrêté préfectoral du 13/01/2004.  L'exploitant a donc répondu aux attentes du point de contrôle « classement des activités » relatif à la visite d'inspection du 07/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : collecte des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/05/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention de tout rejet d'effluent pollué au milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> La société THEAUD, dont le siège social est situé au lieu-dit « Fahineuc », route de Gaël à Saint-Meen-le-Grand (35290), est mise en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les installations de tri, transit et traitement de déchets non dangereux qu'elle exploite au lieu-dit « Fahineuc sur le territoire de la commune de Gaël, de respecter les dispositions susvisées de l'article 36 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 13 janvier 2004 en ce qui concerne la collecte des eaux pluviales de la plateforme de stockage des déchets et de la voirie de façon à prévenir tout rejet d'effluent pollué au milieu naturel, par exemple par la reconstitution de la bordure périphérique et l'entretien des regards d'évacuation des effluents.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé d'importants travaux de réfection de bordure, en particulier au niveau de la fosse de chargement (point bas), soit au niveau de la façade Sud du bâtiment le plus méridional. L'exploitant a indiqué une campagne annuelle de réfection tant en ce qui concerne les bordures que la plateforme (enrobé). L'exploitant a aussi évoqué une possible réflexion quant à un réaménagement de la voirie : le profil en travers de certains virages ou des zones de manœuvre pourraient évoluer et ainsi éviter une casse, semblant assez récurrente, des bordures. L'exploitant a donc répondu favorablement aux attentes du point de contrôle « gestion des eaux de plateforme » de la visite d'inspection du 07/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Procédure découverte déchets non-conformes**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/03/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suites de suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> Une procédure, non datée, a pu être présentée lors de l'inspection. Il s'avère qu'en cas de non-conformité détectée sur la qualité des déchets, les opérateurs la signalent via une application et qu'ils suivent les consignes qui y sont indiquées. Il n'y a donc pas de correspondance entre la procédure écrite et la pratique réelle.  L'exploitant met à jour la procédure « papier » pour qu'elle reflète la réalité des pratiques. Une copie est transmise à l'inspection
<b>Constats :</b> Par courriel du 07/12/2023, l'exploitant a fourni une procédure « papier » toujours non-datée. Cette procédure prévoit une signalisation de l'anomalie, accompagnée de photos, sur le support informatique adapté (dispositif interne Kizéo). Lors de l'échange, l'exploitant a précisé que la fiche de procédure fournie la veille datait de 2022. Les propos tenus ont été confirmés par l'envoi (courriel du 14/12/2023) d'une saisie d'écran du registre numérique compilant l'ensemble des fiches de procédure constituées, à venir et mises en œuvre. La FI 35 (fiche d'instruction n°35) est bien applicable depuis le 29/04/2022.  Lors de la visite d'inspection, l'inspection a interrogé un opérateur quant à la procédure à employer en cas de détection de déchet non-conforme. L'opérateur a bien décrit les étapes établies par la fiche de procédure fournie : isolement du déchet, signalement de l'anomalie dont photos, information de l'expéditeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Identification des aires**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/03/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suites de suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre à jour et améliorer l'affichage permettant l'identification des zones.  L'inspection n'a pas permis de constater d'amélioration sur ce point
<b>Constats :</b> Par courriel du 07/12/2023, l'exploitant indique que des panneaux ont été installés, permettant d'identifier les zones et les déchets afférents. Lors de la visite d'inspection, la présence de panneaux a été confirmée tant pour les DEA (déchets d'éléments d'ameublement)), DIB (déchets industriels banals), Bois A que le verre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/03/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suites de suites à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> Le document à destination des services de secours précise, photos à l'appui, l'existence des vannes d'isolement et la nécessité de les fermer. Néanmoins, les vannes et les clés ne sont pas clairement repérées sur le terrain.  > Demande de l'observation 2015-10 renouvelée.
<b>Constats :</b> Les 3 vannes sont indiquées grâce à des panneaux. Les clés permettant de les manipuler sont accrochées soit à la vanne elle-même soit au panneau indiquant sa présence soit au grillage à proximité. De couleur rouge ou orange fluo, elles sont aisément repérables. Lors de visite d'inspection, les 3 vannes ont été manipulées.  > L'exploitant est invité à chronométrer le temps de manipulation de chaque vanne permettant sa fermeture complète. Ainsi, il pourra estimer le volume d'eaux polluées risquant d'atteindre le bassin tampon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Moyens de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/03/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie,
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procédera aux travaux nécessaires après s'être rapproché du SDIS ou mettra en place l'une des deux autres solutions indiquées par l'arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> Le point de contrôle « Moyens de défense incendie » vérifié lors de la visite d'inspection du 07/03/2022 se référait à l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 13/02/2004. Or les dispositions de cet article 30 ont été modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2023. Parmi celles-ci, il est prévu la mise en place d'une ou plusieurs réserves d'eau incendie d'un volume cumulé minimal de 480 m <sup>3</sup> , dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence et dont les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter pour fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h.  Par courriel du 16/10/2023, l'exploitant a fait connaître à l'inspection des installations classées que des travaux relatifs à la pose de bâches incendie avaient été entamés. Lors de la visite, les 3 bâches étaient en place ; 2 présentaient un volume de 120 m <sup>3</sup> et 1 présentait un volume de 240 m <sup>3</sup> . L'exploitant a indiqué que les voies d'accès à chacune de ces bâches présentaient des caractéristiques de voirie "poids lourds".  La réception par le SDIS 35 devrait avoir lieu courant premier trimestre 2024. Préalablement, des butées de calage devront être réalisées : l'exploitant prévoit ces travaux pour janvier 2024.  > L'exploitant fournira, dès que possible, la preuve de la réalisation des butées de calage ainsi que l'avis de réception par le SDIS 35 de ces moyens de défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Tenue d'un registre de déchets (Déchets non dangereux)**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/03/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Une question est posée sur la pertinence du code "R5 - Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques" automatiquement attribué par Eco Mobilier pour les opérations de tri réalisées sur des déchets de bois, tissus...
<b>Constats :</b> L'exploitant a pu démontrer que cette pratique est opérée par tous les opérateurs de la profession avec l'éco-organisme "Eco Maison". Ce code "R5" est mentionné à sa demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 30/03/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, équipements de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant précisera les suites données à l'identification de cette non conformité (rapport de vérification du 26/01/21 montre la persistance d'une non-conformité : absence d'un parafoudre sur la ligne téléphonique)
<b>Constats :</b> L'exploitant pensait pouvoir remplacer la ligne téléphonique en cuivre par la fibre, ce support étant exempt de protection contre la foudre. Or les travaux d'installation de la fibre semblent prendre plus de temps que prévu. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a rappelé que tous les opérateurs avaient un téléphone portable professionnel ou personnel ; ainsi, ils sont en mesure d'appeler les secours. L'utilisation du portable étant la plus fiable des solutions, elle doit être privilégiée pour l'alerte des secours.  > L'exploitant présentera, au plus tôt, un rapport établissant la conformité de l'ensemble des équipements électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 9 : Stockages en vrac**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/10/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, moyens nécessaires à la mesure du volume
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose en permanence des moyens nécessaires à la mesure du volumes des différents stockages de déchets en vrac réalisés dans l'établissement.  Les dimensions et emplacements des stockages en vrac de déchets permettent de prévenir le risque de propagation d'un départ de feu, en tenant compte d'écrans le cas échéant, et de garantir leur accessibilité aux services de secours d'incendie et leur stabilité.
<b>Constats :</b> Les différentes aires de stockage de déchets en vrac, lorsqu'elles sont contiguës, sont séparées soit par des blocs béton soit par des murs en béton banché. Les dimensions de ces éléments étant normalisés, l'exploitant est en capacité d'estimer les volumes présents. De plus, l'exploitant peut solliciter le logiciel assurant le suivi des matières entrantes et sortantes afin de connaître le volume de chaque type de déchets présents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Optimisation des consommations d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/10/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, réduction des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'eau destinée aux dispositifs de réduction des poussières provient du bassin de récupération des eaux pluviales.
<b>Constats :</b> La réduction des poussières, provenant principalement du broyage de bois, est envisagée grâce à des canons de brumisation d'une portée de 50 mètres. Ces canons seront alimentés par une pompe et un sur-presseur. L'exploitant prévoit une connexion tant sur la bassin de récupération d'eau situé au milieu du site que sur le réseau d'eau potable.  > L'exploitant doit mettre en place les moyens nécessaires afin de se passer d'une connexion au réseau d'eau potable et de limiter celle-ci au bassin de récupération d'eau, tel que prévu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/10/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites